

Qui sont les candidats déjà déclarés pour la présidentielle ?

Article rédigé par *lci.fr*, le 27 août 2021

Source [*lci.fr*] À huit mois de la prochaine élection présidentielle, le nombre de candidats ne cesse d'augmenter. Ils sont déjà plus d'une dizaine à avoir fait part de leur envie de briguer l'Élysée. LCI les a listés.

Qui aura des bulletins de vote à son nom en 2022 ? Ils sont déjà plus d'une dizaine à en avoir exprimé le souhait, à moins d'un an de l'élection présidentielle qui devrait avoir lieu les 10 et 24 avril prochains. Certaines candidatures ne font pas débat au sein des partis qui ont déjà choisi leurs représentants, d'autres devront être départagées par des systèmes de désignation ou des primaires. LCI les a listées.

Rappelons toutefois que tous les candidats déclarés n'obtiendront pas les 500 signatures nécessaires pour se présenter, et que certains d'entre eux s'effaceront au fur et à mesure des alliances qu'ils noueront.

Les candidats déjà assurés de représenter leurs formations politiques

François Asselineau (Union populaire républicaine) : Il a été le premier à se déclarer, dès 2019, indiquant qu'il "*comptait bien être candidat à la prochaine présidentielle*". Depuis, celui qui avait réussi à obtenir ses parrainages en 2017 a été mis en examen en février 2021 pour harcèlement moral et agressions sexuelles, des accusations qu'il rejette.

Marine Le Pen (Rassemblement national) : Celle qui était présente au second tour en 2017 a annoncé dès janvier 2020 qu'elle souhaitait de nouveau être candidate en 2022. La question de sa candidature sera posée au Congrès du parti, prévu au mois de juillet. Si elle est validée, elle devrait laisser la présidence du RN à Jordan Bardella à la rentrée, le temps de la campagne.

Jean-Frédéric Poisson (La voix du peuple) : L'ex-participant à la primaire de la droite en 2016 veut retenter sa chance en 2022, pour porter un "*projet alternatif*" fondé sur la "*souveraineté de la France*", la "*décentralisation*" et la "*protection de la culture française*".

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) : Allié à Marine Le Pen en 2017, il s'est déclaré candidat en septembre dernier, pour la troisième fois. Le candidat souverainiste veut éviter un second duel entre la présidente du RN et Emmanuel Macron.

Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) : Le député des Bouches-du-Rhône a "[*proposé*](#)" en novembre 2020 sa candidature, conditionnée à l'obtention de 150.000 parrainages populaires. Il ne semble toujours pas décidé à rejoindre une union de la gauche qui ne se construirait pas derrière lui.

Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) : Candidate aux dernières élections régionales, elle se présentera pour la troisième fois à l'élection présidentielle, après avoir recueilli 0,64% des voix en 2017.

Fabien Roussel (Parti communiste français) : Les militants communistes l'ont désigné au début du mois de mai, confirmant également avec cette candidature leur refus de s'allier à d'autres formations de gauche comme LFI, pour rester indépendants et visibles.

Jean Lassalle (Résistons) : S'il arrive à récolter les signatures nécessaires, le député du Béarn veut incarner "la joie" malgré la crise. Après la présidentielle de 2017, où il avait recueilli 1,21% des suffrages, il avait par ailleurs fait l'objet d'accusations de sexisme et d'agression sexuelle qu'il récusait catégoriquement.

Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste) : Il a été désigné candidat du NPA, pour la troisième fois de suite. Le parti a déclaré qu'il ferait campagne pour un SMIC à 1800 euros nets, la nationalisation des banques, la gratuité des transports ou encore la liberté d'installation et de circulation pour les migrants.

Florian Philippot, président des Patriotes, mouvement qu'il a fondé après son départ du Rassemblement national, a annoncé mercredi 14 juillet sa candidature à l'élection présidentielle. Il fera notamment campagne autour "*du rétablissement de toutes nos libertés*", l'ancien numéro 2 de Marine Le Pen étant engagé contre les mesures sanitaires prises par Emmanuel Macron.

Notons également les candidatures de la maire de Tilloy-lez-Marchiennes (Nord) **Marie Cau** ; d'**Hélène Thouy** pour le parti animaliste ; d'**Alexandre Langlois** pour un mouvement citoyen "*ni de droite ni de gauche*" ; de **Clara Egger** pour porter un programme centré sur la mise en place d'un Référendum d'initiative citoyenne (RIC) ; de l'ancienne figure des Gilets jaunes **Jacline Mouraud** ; du général Antoine Martinez, signataire de la [tribune de militaires](#) publiée dans *Valeurs actuelles* qui prône "*la France d'abord*" ; et enfin de l'ancien lieutenant-colonel dans l'armée **Régis Ollivier**.

Les candidats qui devront être départagés

D'autres se sont déclarés candidats, mais ils devront être départagés via une primaire (EELV) ou un système de départage propre, comme celui mis en place par Les Républicains. Ce parti a souhaité [sonder les noms de ses candidats à un panel de 15.000 personnes](#) pour tenter de dégager un consensus, mais la multiplication des ambitions semble confirmer l'organisation d'une nouvelle primaire à droite.

Xavier Bertrand (Les Républicains) : Le président de la région Hauts-de-France, candidat depuis le mois de mars, est déjà en campagne. Il a prévenu qu'il ne passerait pas par une primaire.

Valérie Pécresse : la présidente de la région Ile-de-France a annoncé le 22 juillet qu'elle était candidate à l'élection présidentielle "pour restaurer la fierté française". "Nous devons rompre avec 10 ans de mauvais choix, de demi-mesures, d'indécisions, et en fin de compte l'affaiblissement de notre pays", a-t-elle ajouté.

Philippe Juvin, figure médiatique de la crise sanitaire, chef des urgences à l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris et maire LR de La Garenne-Colombe, a officialisé sa candidature à une éventuelle primaire de la droite et du centre, mardi 27 juillet sur CNews.

Eric Ciotti, député LR des Alpes-Maritimes et tenant d'une ligne dure au sein de LR, a fait savoir le 26 août qu'il serait lui aussi candidat à la primaire. Il avance plusieurs propositions tranchées, comme l'instauration du droit du sang pour l'acquisition de la nationalité et l'inscription des "*racines chrétiennes de la France*" dans la Constitution.

Sandrine Rousseau (EELV) : Ancienne numéro 2 du parti, vice-présidente de l'université de Lille, militante écoféministe, elle est très engagée sur la question des violences sexuelles, et soutenue par l'[actrice américaine Jane Fonda](#).

Éric Piolle (EELV) : Le maire de Grenoble est partisan du large rassemblement de la gauche, comme dans sa majorité municipale. "*Je viens amener cette expérience de l'écologiste qui gagne, qui exerce le pouvoir et qui regagne*", a déclaré le premier écologiste à avoir été élu à la tête d'une ville de plus de 100.000 habitants en 2014.

Yannick Jadot (EELV) : Il s'est déclaré un jour seulement après Eric Piolle. Le député européen, qui avait remporté la primaire verte en 2016 avant de se désister au profit de Benoît Hamon (PS), veut "*mettre l'écologie au cœur du pouvoir*" et "*construire une équipe de France de l'écologie*".

Delphine Batho (Génération Ecologie) : L'ancienne ministre de l'Écologie de François Hollande veut participer à la primaire écologiste "*pour convaincre les Françaises et les Français d'essayer le bonheur de l'écologie*".

Pierre Larrouturou (Nouvelle Donne) : Le député européen s'est porté candidat dans la "primaire populaire" portée par un collectif citoyen visant une candidature unique à gauche.

Ceux qui pourraient se déclarer

Anne Hidalgo (Parti socialiste) : La maire de Paris donne "*rendez-vous à la rentrée*" pour annoncer une éventuelle candidature à la présidentielle. Le 1er juillet, [deux cents élus de gauche lui ont d'ores et déjà apporté leur soutien](#), l'appelant à annoncer sa candidature à l'Élysée. Si l'élue a le soutien du patron du PS Olivier Faure, d'autres voix souhaitent une primaire, à l'instar de l'ancien ministre **Stéphane Le Foll**, proche de François Hollande, qui s'est dit candidat à un tel processus dans une interview au *JDD* le 18 juillet.

Eric Zemmour : Le polémiste de la droite radicale s'interroge sur une éventuelle participation à l'élection présidentielle. L'auteur à succès comprend de nombreux soutiens, qui appellent à sa candidature sur les réseaux sociaux.

Michel Barnier (Les Républicains) : L'ancien négociateur du Brexit souhaiterait faire un retour sur la scène politique française. Interrogé sur ses intentions [le 1er juin dernier sur LCI](#), il a indiqué qu'il se préparait à servir son pays et "*serai[t] au rendez-vous*".

Emmanuel Macron (La République en marche) : Le président de la République en exercice ne l'a pas encore annoncé, mais il pourrait être candidat à sa réélection en 2022. Régulièrement interrogé sur le sujet, le chef de l'État estime qu'il est trop tôt pour se prononcer, arguant du fait qu'il entend réformer le pays "*jusqu'au dernier jour*".